

ECO BUSINESS

PME - TPE - STARTUP

14 Avril 2025

www.lodj.ma



ÉCOUTER
CE NUMÉRO EN
DÉBAT-PODCAST

90 jours de répit ou de manœuvres ?



**Les nouvelles taxes de Trump
s'appliquent-elles au Maroc ?**

**Trump suspend, Pékin riposte : trêve
tactique ou nouvelle phase de la guerre
commerciale ?**

SCAN ME



SUIVEZ L'ACTUALITÉ DE L'OPINION DES JEUNES

POLITIQUE, ÉCONOMIE, SANTÉ, SPORT, CULTURE, LIFESTYLE, DIGITAL, AUTO-MOTO, ÉMISSIONS WEB TV, PODCASTS, REPORTAGES, CONFÉRENCES, CHRONIQUES VIDÉOS...



TOUTE L'INFORMATION À L'ORDRE DU JOUR ET EN CONTINU

www.lodj.ma



SCAN ME!

@lodjmaroc



PME : LE DISPOSITIF TANT ATTENDU DANS LE CADRE DE L'APPLICATION DE LA CHARTE DE L'INVESTISSEMENT A ÉTÉ DÉVOILÉ.

NUMÉRISATION À LA MAROCAINE : ON A APPUYÉ SUR ENTRÉE, MAIS LE PARE-FEU DORMAIT UN PEU !

MAROC : UNE DETTE QUI INQUIÈTE MOINS LE FMI QUE PRÉVU

140 MILLIARDS DE DH : L'ÉCONOMIE MAROCAINE : PROMESSES D'OR OU MIRAGE D'INVESTISSEMENTS ?

DOSSIER TRUMP :

LES ÉTATS-UNIS RÉAFFIRMENT LEUR RECONNAISSANCE DE LA SOUVERAINETÉ MAROCAINE : UNE CLAQUE DIPLOMATIQUE POUR ALGER

TRUMP SUSPEND, PÉKIN RIPOSTE : TRÊVE TACTIQUE OU NOUVELLE PHASE DE LA GUERRE COMMERCIALE ?

LES NOUVELLES TAXES DE TRUMP S'APPLIQUENT-ELLES AU MAROC ?

TRUMP RESSUSCITE LA POLITIQUE LÀ OÙ LES EXPERTS L'AVAIENT ENTERRÉE.

LAST MINUTE : SEMI-CONDUCTEURS ET SMARTPHONES ÉPARGNÉS, LES ÉTATS-UNIS CIBLENT LA CHINE, MAIS À GÉOMÉTRIE VARIABLE

DONALD TRUMP JOUE AU POKER OU AU POKER MENTEUR !

ENSEIGNEMENT : ET SI NOUS RATIIONS, ENCORE UNE FOIS, LA RÉVOLUTION DU SIÈCLE ?

LE "BREADCRUMBING" EN ENTREPRISE : QUAND L'ESPOIR DEVIENT UNE STRATÉGIE DE GESTION TOXIQUE

LE SCANDALE AUTOUR DES AIRBAGS TAKATA CONTINUE À TROUBLER LE SECTEUR AUTOMOBILE.

ECO BUSINESS
PME - TPE - STARTUP

L'ODJ
L'OPINION DES JEUNES

الرسالة
ARRISSALA. SA

Imprimerie Arrissala

ECO BUSINESS DU 14 AVRIL 2025

DIRECTEUR DE PUBLICATION : ADNANE BENCHAKROUN

MAQUETTES / QUOTIDIENS 7DAYS : RIM KHAIROUN

WEBDESIGNER / COUVERTURE : NADA DAHANE

DIRECTION DIGITALE & MÉDIA : MOHAMED AIT BELLAHCEN

L'ODJ Média – Groupe de presse Arrissala SA

Retrouver tous nos anciens numéros sur : www.pressplus.ma



PME : LE DISPOSITIF TANT ATTENDU DANS LE CADRE DE L'APPLICATION DE LA CHARTE DE L'INVESTISSEMENT A ÉTÉ DÉVOILÉ.

PME des services : grandes oubliées du nouveau dispositif d'investissement ?

Après plusieurs mois de retard, le dispositif dédié aux TPME, le projet de décret encadrant le dispositif de soutien spécifique destiné aux très petites, petites et moyennes entreprises (TPME), a été adopté ce jeudi 10 avril en conseil de gouvernement.

Alors que la nouvelle Charte de l'investissement promettait un tournant décisif pour les très petites, petites et moyennes entreprises (TPME), un décret fraîchement adopté par le Conseil de gouvernement vient tempérer cet espoir.

Censée concrétiser les engagements de l'article 20 de la loi-cadre 03-22, la mise en œuvre du dispositif de soutien aux TPME a enfin été précisée jeudi. Trois types de primes ont été officiellement introduites :

Une prime pour l'emploi stable, visant à inciter à la création de postes durables au sein des TPME.

Une prime territoriale, conçue pour corriger les déséquilibres régionaux et encourager l'investissement dans les zones moins développées.

Une prime pour les activités prioritaires, ciblant les secteurs jugés stratégiques pour relancer l'économie nationale.

Le dispositif fixe un plafond d'investissement à 50 millions de dirhams et s'adresse aux entreprises dont le chiffre d'affaires annuel se situe entre 1 et 200 millions de dirhams.

Mais un point de crispation majeur émerge déjà : les PME opérant dans les services en sont exclues. Une décision qui interroge, voire surprend, à l'heure où les services représentent un pan vital de l'économie marocaine, notamment dans les domaines du numérique, du tourisme, de la formation ou encore de la santé privée.

Karim Zidane, ministre délégué chargé de l'Investissement, a confirmé ces seuils et modalités lors d'une conférence de presse, mais sans vraiment justifier l'exclusion du secteur tertiaire.

Pourquoi cet oubli ?

L'exclusion des PME de services semble incohérente avec les ambitions affichées d'un développement territorial équilibré et d'un renforcement du tissu productif. Car dans de nombreuses régions, les services sont parfois les seules activités génératrices d'emploi stable.

De plus, en écartant une large frange des entrepreneurs urbains, ce décret risque de renforcer le sentiment d'abandon parmi les porteurs de projets dans des domaines à forte valeur ajoutée mais sans actifs matériels lourds (informatique, design, conseil...).

Une charte à géométrie variable ?

Si l'intention initiale de soutenir les TPME est louable, sa concrétisation soulève déjà des critiques sur le choix des bénéficiaires et la cohérence sectorielle. Dans un pays où les investissements se concentrent souvent dans les mêmes zones et les mêmes secteurs, cette sélection rigide pourrait produire l'effet inverse de celui recherché.





Numérisation à la marocaine : on a appuyé sur entrée, mais le pare-feu dormait un peu !

Vrai – Il faut parfois en rire, surtout quand l’absurde frôle le réel. L’humour peut désamorcer, faire réfléchir, voire alerter plus efficacement qu’un long rapport technique. Mais attention : rire ne doit jamais remplacer la rigueur.

Fake ou démenti en demi-teinte ? Peu importe le flou, l’important est bien de vérifier, de tester, et de corriger rapidement si besoin. Une faille, ça arrive. Ce qui compte, c’est ce qu’on en fait après. La clé : ne pas cacher la poussière sous le tapis numérique.

CNSS : la porte était ouverte, les hackers seraient entrés sans frapper

Numérisation à la marocaine : on a appuyé sur entrée, mais le pare-feu dormait un peu !

Tout doit être lu au conditionnel :

Bienvenue dans le royaume du numérique version ya l’3azz, où la CNSS, l’une des institutions les plus sensibles du pays, a vu ses données faire un petit tour sur le web... sans billet retour. Deux millions de citoyens ? Exposés. Des dizaines de milliers d’entreprises ? Livrées avec mode d’emploi. Le tout ? En format CSV, bien rangé, bien structuré. Pratique, non ?

Il faut dire que dans notre course effrénée vers la digitalisation, on a parfois oublié un petit détail : la sécurité. Vous savez, ce truc ennuyeux mais indispensable, comme la ceinture de sécurité dans une voiture. On veut du tout en ligne, des services rapides, du « smart Maroc », mais on oublie qu’un hacker, lui, ne prend jamais de pause-café.

Et puis, il y a ce moment surréaliste où les responsables communiquent... en décalé. Pas de conférence de presse, pas de communiqué apaisant, juste le silence numérique. Pendant que nos fiches de paie se promènent dans les méandres du darknet, l’institution semble hésiter entre le mode avion et la procrastination.

Mais ne soyons pas injustes. Le problème ne date pas d’hier. Il est le fruit d’un millefeuille administratif : en 2021, la CNSS est passée d’un Ministère à un autre. Résultat ? On ne sait plus trop qui tient les clés du coffre, et surtout, qui a oublié de le verrouiller.

Alors que faire ? Acheter un antivirus en promo ? Former des experts en urgence ? Implémenter du « Zero Trust » quand on n’arrive même pas à organiser une réunion interministérielle sans PowerPoint qui plante ? Bonne chance.

Mais peut-être que cette grosse fuite est le mal nécessaire pour tirer la sonnette d’alarme. Et si, au lieu de faire du numérique un simple décor moderniste, on prenait enfin la cybersécurité au sérieux ? Parce que le digital, c’est un peu comme la plomberie : quand ça fuit, ça se voit. Et quand c’est l’État qui fuit... c’est tout un pays qui se mouille.

En route vers un identifiant numérique unique pour chaque citoyen ?

Le Maroc avance à grand pas vers la mise en place d’un identifiant numérique unique pour chaque citoyen, en lien avec les services publics en ligne. Un projet ambitieux, censé faciliter l’accès aux aides sociales, aux soins, ou aux démarches administratives. Mais après l’épisode CNSS, une question surgit : est-on prêts ? Car centraliser autant d’informations sensibles sans un système de sécurité irréprochable, c’est comme construire une banque sans porte blindée. La confiance du citoyen est le premier capital d’un État numérique. Et aujourd’hui, ce capital commence sérieusement à fuir par les câbles.

Maroc : Une dette qui inquiète moins le FMI que prévu



Le Maroc est-il en danger de surendettement ? Pas selon le Fonds monétaire international.

Dans son dernier rapport publié le 9 avril 2025, l'institution de Bretton Woods juge la dette publique marocaine soutenable, en dépit d'un contexte international instable et de tensions économiques persistantes. Une position qui tranche avec les alertes émises sur d'autres pays émergents.

Le FMI salue d'abord la stratégie d'assainissement budgétaire engagée par le Royaume, qui devrait se poursuivre de manière progressive. Le ratio dette/PIB, qui avait atteint un pic en 2022, devrait redescendre à 65,1 % d'ici 2030, selon les projections.

Cette tendance s'appuie sur un recul progressif des besoins bruts de financement de l'administration centrale, estimés à 8,1 % du PIB en 2025, contre 11 % en 2022.

Une trajectoire budgétaire rassurante
L'ajustement budgétaire se fait à un rythme que le FMI juge soutenable et compatible avec la stabilité sociale. Les réformes de la loi organique relative à la loi de finances, la rationalisation des dépenses et l'élargissement de l'assiette fiscale ont permis d'améliorer la crédibilité budgétaire du pays. L'objectif de ramener le déficit budgétaire à 3 % du PIB d'ici 2028 est ainsi jugé réaliste.

Par ailleurs, les réformes structurelles engagées, notamment dans la gestion des ressources publiques, la numérisation de l'administration fiscale ou encore l'amélioration de la gouvernance, sont vues comme des leviers essentiels pour consolider les finances publiques.

Des vulnérabilités sous contrôle

Le FMI souligne toutefois certains risques à surveiller, notamment la part croissante de la dette extérieure, qui devrait passer de 48,2 % du PIB en 2023 à 53,4 % en 2025.

Le Trésor continuerait néanmoins à se financer en grande majorité sur le marché intérieur, réduisant ainsi l'exposition aux chocs extérieurs.

Quant à la dette extérieure en devises, elle est jugée relativement stable, avec un taux d'endettement extérieur public qui resterait inférieur à 50 % du PIB.

La dette extérieure privée, elle, pourrait atteindre environ 70 %, un niveau qui appelle à la vigilance, mais qui ne constitue pas une menace immédiate selon les experts du FMI.

Une nouvelle règle budgétaire en discussion
Enfin, le rapport évoque la mise en place d'une nouvelle règle budgétaire, qui permettrait d'encadrer davantage la politique fiscale en intégrant non seulement le déficit, mais aussi les investissements et les variations du cycle économique.

Ce mécanisme vise à garantir à la fois la stabilité macroéconomique et la pérennité des réformes engagées.



140 milliards de DH : L'économie marocaine : promesses d'or ou mirage d'investissements ?

Le Maroc s'apprête à accueillir une manne d'investissements colossaux à l'horizon 2030, selon un rapport d'Attijari Global Research. Mais derrière ces chiffres mirobolants, quels défis et opportunités se dessinent pour l'économie marocaine ?

Le Maroc face à 1.300 milliards de DH

À l'horizon 2030, le Maroc pourrait voir son paysage économique transformé par une vague d'investissements estimée à 1.300 milliards de dirhams. Ce chiffre, dévoilé par un rapport de recherche réalisé par Attijari Global Research (AGR) en partenariat avec l'Africa Development Club, scintille comme un phare dans la nuit des incertitudes économiques mondiales. Mais, sous l'éclat de ces promesses, se cache une question cruciale : le Maroc est-il prêt à absorber et à maximiser ces flux d'investissements sans précédent ?

Le rapport met en lumière les secteurs stratégiques appelés à bénéficier de cette manne : l'industrie, les infrastructures, les énergies renouvelables et le numérique. Des domaines qui, bien que porteurs d'espoir, sont également synonymes de défis structurels. Le Maroc, souvent qualifié de "hub africain", doit désormais prouver qu'il peut transformer cette position géographique en véritable levier économique.

Cependant, attirer des investissements ne saurait suffire. Encore faut-il disposer d'un écosystème capable de les accueillir, de les optimiser et, surtout, de les pérenniser. À l'instar des nations qui ont su convertir l'investissement étranger en moteur de croissance durable, le Maroc devra s'attaquer à plusieurs fronts : la simplification administrative, la formation d'une main-d'œuvre qualifiée et l'amélioration de la gouvernance.



Si les grandes métropoles comme Casablanca et Tanger semblent prêtes à absorber ces flux, qu'en est-il des régions marginalisées ? Ce décalage, souvent dénoncé, pourrait s'accroître si les investissements ne sont pas répartis de manière équitable. Les régions rurales, qui peinent encore à attirer des projets structurants, risquent de demeurer les grandes oubliées de cette révolution annoncée.

L'économie marocaine ne pourra prospérer que si elle parvient à réduire les fractures territoriales. Cela suppose une vision stratégique où chaque dirham investi contribue à bâtir une économie inclusive, capable de répondre aux aspirations de tous les citoyens.

Un autre écueil guette ce grand projet : la tentation du court terme. Trop souvent, les investissements sont orientés vers des projets spectaculaires mais peu durables, destinés à impressionner plutôt qu'à construire. Le Maroc doit résister à cette tentation et privilégier les projets à forte valeur ajoutée, capables de générer des emplois stables, de renforcer les exportations et de réduire la dépendance économique.

Les énergies renouvelables, par exemple, représentent une opportunité unique pour le Royaume. Avec des projets tels que Noor Ouarzazate, le Maroc a démontré son ambition de devenir un leader mondial dans ce domaine. Mais cette ambition doit s'accompagner d'une stratégie claire pour maximiser les retombées locales, notamment en termes de transfert de technologies et de création d'emplois.

L'objectif de 1.300 milliards de dirhams d'investissements d'ici 2030 est ambitieux, mais il n'est pas hors de portée. Pour y parvenir, le Maroc devra faire preuve d'audace et de vision à long terme. Cela implique non seulement de séduire les investisseurs étrangers, mais aussi de mobiliser les ressources locales, qu'il s'agisse de capitaux privés ou de talents humains.

En définitive, cette décennie à venir pourrait être celle de la consécration pour l'économie marocaine, à condition que le Royaume sache relever les défis qui se dressent sur son chemin. Car, comme le disait Voltaire, "le travail éloigne de nous trois grands maux : l'ennui, le vice et le besoin." À travers ces investissements, le Maroc a l'opportunité de s'éloigner de ces maux et de bâtir un avenir plus prospère et équitable.



LES ÉTATS-UNIS RÉAFFIRMENT LEUR RECONNAISSANCE DE LA SOUVERAINETÉ MAROCAINE : UNE CLAQUE DIPLOMATIQUE POUR ALGER

M. Nasser Bourita s'est entretenu, à Washington, avec M. Mike Waltz, Conseiller à la Sécurité Nationale du Président américain
L'entretien a porté sur le partenariat stratégique multidimensionnel entre le 🇲🇦 et 🇺🇸, ainsi que sur les questions régionales d'intérêt commun.

À Washington, une rencontre décisive s'est tenue entre Nasser Bourita, ministre marocain des Affaires étrangères, et Marco Rubio, nouveau Secrétaire d'État américain. Ce face-à-face, marqué par une entente cordiale et une convergence stratégique affirmée, confirme un virage désormais irréversible dans les relations maroco-américaines.

Le cœur des discussions : la question du Sahara. Marco Rubio n'a laissé place à aucune ambiguïté. Les États-Unis maintiennent leur reconnaissance de la souveraineté du Maroc sur le Sahara et soutiennent avec fermeté le plan d'autonomie proposé par Rabat comme étant l'unique solution sérieuse et crédible au conflit régional. Un message limpide, dans la continuité de la décision historique annoncée en décembre 2020 par l'ancien président Donald Trump, et que l'administration américaine, sans discontinuité, persiste à défendre.

Au-delà des déclarations de principe, Washington entend jouer un rôle actif pour encourager des négociations fondées exclusivement sur la proposition marocaine. Une manière claire de marginaliser les autres approches, notamment celle prônée par Alger, dont les prétentions apparaissent de plus en plus isolées sur la scène internationale.

Cette confirmation américaine s'inscrit dans une dynamique plus large : celle d'une diplomatie marocaine méthodique, alignée sur la vision stratégique de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, et qui engrange des soutiens de poids. À chaque étape, Rabat gagne du terrain, renforçant ses acquis territoriaux et diplomatiques.

Pour Alger, cette déclaration n'est pas qu'un revers supplémentaire. Elle sonne comme la fin des illusions. Alors que certains espéraient un infléchissement de la position américaine, c'est au contraire une consolidation ferme qui vient d'être actée. La messe semble dite : la souveraineté marocaine bénéficie d'un soutien croissant et structurant parmi les grandes puissances, dont la France et les États-Unis, laissant peu d'espace aux thèses adverses.

En définitive, cette rencontre marque un moment fort : celui où la diplomatie marocaine se voit confirmée dans sa stratégie et son cap, tandis que son voisin de l'Est doit désormais faire face à une réalité géopolitique de plus en plus défavorable.

Trump suspend, Pékin riposte : trêve tactique ou nouvelle phase de la guerre commerciale ?

90 jours de répit ou de manœuvres ? Trump souffle, la Chine réplique. Il aura suffi d'un tweet et d'une annonce fracassante pour suspendre temporairement une guerre commerciale aux allures de bras de fer géopolitique. Le président Donald Trump, fidèle à son style de négociateur imprévisible, a décidé d'appuyer sur "pause" : 90 jours sans nouveaux droits de douane sur une liste élargie de produits chinois, alors même que la tension économique atteignait des sommets. Une pause stratégique, certes, mais pas un armistice. Car en coulisses, la Chine se prépare à contre-attaquer, et le reste du monde retient son souffle.

Officiellement, l'administration américaine parle d'un délai pour « laisser une chance aux négociations ». En réalité, cette décision intervient dans un contexte politique où Trump a besoin de montrer à ses électeurs qu'il reste maître du jeu sans provoquer une panique sur les marchés. En gelant l'escalade des droits de douane, il se donne du temps... mais il en donne aussi à son adversaire.

La Chine, loin d'interpréter cette suspension comme un signe d'apaisement, y voit un répit tactique à utiliser au mieux. Dès l'annonce américaine, les autorités chinoises ont renforcé leur diplomatie économique, multiplié les annonces d'alliances technologiques alternatives, et surtout, accéléré leurs efforts pour réduire leur dépendance aux exportations vers les États-Unis.

Le ministère chinois du Commerce a d'ailleurs rappelé que « toute mesure unilatérale, même différée, reste une agression contre le libre-échange »



Pékin envisage même de durcir les conditions d'accès au marché intérieur pour certaines entreprises américaines, notamment dans la tech et l'agroalimentaire.

Cette guerre commerciale suspendue n'est pas sans conséquences pour le reste du monde. L'Europe, déjà fragilisée par ses propres divisions, observe avec prudence, espérant éviter une nouvelle déflagration qui frapperait ses exportateurs pris entre deux géants. Les pays émergents, eux, voient dans cette instabilité une opportunité de se repositionner dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, à condition d'agir vite.

Mais le risque est réel : si au terme de ces 90 jours aucun accord structurel n'est trouvé, les droits de douane pourraient repartir de plus belle, voire s'intensifier. Dans ce scénario, les consommateurs mondiaux paieraient la facture sous forme d'inflation et de ralentissement économique généralisé.

Derrière les chiffres et les taxes se cache un affrontement de modèles. Ce que Trump remet en cause, ce n'est pas seulement le déficit commercial avec la Chine, mais l'idée même d'un monde intégré dominé par les règles du multilatéralisme. À l'inverse, la Chine défend sa montée en puissance industrielle et technologique comme un droit légitime à l'ascension.

La guerre commerciale sino-américaine, même en suspens, continue de redessiner les équilibres mondiaux. Cette pause de 90 jours ne doit pas tromper : c'est un moment de recalibrage, pas de réconciliation. Et dans cette partie d'échecs, chaque mouvement compte. Le monde, lui, retient son souffle... mais sait que la partie est loin d'être terminée.

Les nouvelles taxes de Trump s'appliquent-elles au Maroc ?

Trump impose-t-il des taxes en plus des anciennes ? Oui des taxes additionnelles !

Oui. Le 2 avril 2025, lors de ce qu'il a baptisé le « Jour de la libération économique », Donald Trump a annoncé des hausses supplémentaires et généralisées de tarifs douaniers sur les importations, sans pour autant supprimer ou modifier les taxes existantes.

Ces nouvelles mesures prennent donc la forme de "sur-tarifs" ou de "taxes additionnelles", appliquées en plus des droits de douane déjà existants dans le système commercial américain. Elles ne remplacent pas les anciens barèmes ; elles s'y superposent.

Exemple concret : les voitures allemandes

Prenons le cas d'une BMW ou d'une Mercedes importée d'Allemagne vers les États-Unis.

Avant Trump : Les voitures étrangères étaient déjà soumises à une taxe douanière standard de 2,5 % à l'entrée du marché américain (selon les règles de l'Organisation Mondiale du Commerce – OMC).

Après les nouvelles annonces de Trump : Il a ajouté un tarif spécifique de 20 % sur les voitures européennes, dans le cadre de son offensive commerciale du 2 avril.

Total de la taxe à l'importation : 2,5 % (ancien tarif) + 20 % (nouveau tarif Trump) = 22,5 % de droits de douane sur chaque voiture allemande importée.

Cela signifie qu'un véhicule allemand vendu habituellement à 50 000 dollars coûtera maintenant environ 11 250 dollars de plus en droits de douane à l'importateur américain, soit un coût que les constructeurs devront absorber ou répercuter sur le consommateur final.

Pourquoi cela pose problème ?

Les constructeurs européens voient leur compétitivité chuter aux États-Unis.

Les concessionnaires américains qui vendent des véhicules européens anticipent une baisse de la demande.

Les consommateurs américains risquent de payer leurs voitures étrangères beaucoup plus cher, ou d'être redirigés vers des modèles produits localement.



Trump impose-t-il des taxes en plus des anciennes ?

Exemple:

Taxe existante:	2,5%
Nouvelle taxe Trump:	20%
Total :	22,5%

Oui, les nouvelles taxes de Trump se superposent aux taxes existantes, ce qui peut tripler ou quadrupler la pression fiscale sur certains produits importés. L'exemple des voitures allemandes est révélateur : il s'agit non seulement d'une hausse tarifaire brutale, mais aussi d'un message politique clair. Trump cherche à forcer une relocalisation industrielle... quitte à provoquer un choc économique.

Les nouvelles taxes de Trump s'appliquent-elles au Maroc ?

Effectivement et malgré l'existence d'un accord de libre-échange entre le Maroc et les États-Unis, les nouvelles mesures tarifaires annoncées par le président Donald Trump incluent une taxe de 10 % sur les importations en provenance du Maroc. Cette décision s'inscrit dans le cadre d'une politique commerciale protectionniste visant à imposer un tarif universel de 10 % sur la majorité des importations, indépendamment des accords commerciaux préexistants.

L'accord de libre-échange entre le Maroc et les États-Unis, en vigueur depuis 2006, avait pour objectif de faciliter les échanges commerciaux en réduisant ou éliminant les droits de douane sur une large gamme de produits.

Cependant, l'imposition de cette nouvelle taxe de 10 % par l'administration Trump remet en question certains des avantages accordés par cet accord. En effet, cette taxe s'applique en plus des éventuels droits de douane déjà en place, ce qui signifie que les produits marocains exportés vers les États-Unis seront soumis à cette augmentation tarifaire, même si l'accord de libre-échange prévoyait initialement des taux réduits ou nuls.

EN RÉSUMÉ, BIEN QUE LE MAROC DISPOSE D'UN ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE AVEC LES ÉTATS-UNIS, LES NOUVELLES TAXES IMPOSÉES PAR L'ADMINISTRATION TRUMP, NOTAMMENT LE TARIF UNIVERSEL DE 10 %, VIENNENT S'AJOUTER AUX DISPOSITIONS EXISTANTES ET AFFECTENT DIRECTEMENT LES EXPORTATIONS MAROCAINES. CETTE SITUATION SOULIGNE LA COMPLEXITÉ ET LA VOLATILITÉ DES RELATIONS COMMERCIALES INTERNATIONALES, OÙ LES ACCORDS ÉTABLIS PEUVENT ÊTRE REMIS EN QUESTION PAR DES DÉCISIONS UNILATÉRALES.

Trump ressuscite la politique là où les experts l'avaient enterrée

Il y a des moments où l'histoire ricane. Pendant des années, les oracles de la mondialisation – économistes, consultants, géants de Davos – nous avaient assuré que la politique avait cessé d'exister, absorbée, digérée, et finalement dissoute par l'économie de marché mondialisée. On ne gouvernait plus, on gérait. La main invisible décidait, les peuples suivaient.

Puis, Donald Trump est arrivé. Fracassant les certitudes à coups de tweets et de droits de douane, il a remis l'État, le protectionnisme et même la souveraineté nationale sur le devant de la scène. Avec lui, l'économie n'est plus une force autonome, c'est un champ de bataille politique. Il ne négocie pas des accords : il impose des rapports de force. Il ne parle pas de croissance : il parle d'emplois « pour les Américains ». Et soudain, la vieille dichotomie entre politique et économie redevient visible, palpable, brutale.

Trump, en somme, n'est pas qu'un symptôme. Il est un rappel. La politique n'est pas morte. Elle était juste mise en sommeil. Et il aura suffi d'un président imprévisible pour rappeler au monde que, face aux algorithmes et aux marchés, un bulletin de vote peut encore faire trembler la planète.

Débat : Trump prouve que la politique n'est pas morte... ou alors, c'est un zombie très agité ?

Zeinab : On l'avait enterrée, moquée, effacée au profit des "forces du marché". On nous avait seriné que les politiques ne décident plus, qu'ils ne font qu'accompagner les mouvements globaux de l'économie, technocrates impuissants face aux multinationales, aux GAFAM, à la spéculation. Et puis, Trump est arrivé, comme un éléphant dans le magasin de porcelaine néolibérale.

En rétablissant les frontières commerciales, en relocalisant les emplois, en défiant frontalement la Chine, l'OTAN, les Accords de Paris, il a montré que la politique – dans sa version la plus brutale – pouvait encore prendre le contrôle du jeu. Il a imposé l'idée que les peuples pouvaient reprendre la main. Que le "Make America Great Again" n'était pas un slogan de pub, mais une volonté de reprogrammer le logiciel mondial.

Adnane : Tu confonds politique avec spectacle. Ce que Trump a ramené, c'est un show à ciel ouvert, un théâtre de la brutalité. Bien sûr qu'il a agité les symboles de souveraineté, bousculé les élites, insulté les institutions. Mais au fond, qu'a-t-il réellement changé ? Les inégalités ont explosé, les lobbies sont toujours là, et les multinationales – qu'il prétendait combattre – ont vu leurs profits grimper sous sa présidence.

Il n'a pas redonné vie à la politique, il l'a vampirisée. Il s'est servi du langage de la rupture pour renforcer un autre système : celui du populisme à flux tendu, de la division permanente, et de la gouvernance par la peur. Rien de tout cela ne fait renaître la souveraineté. Au contraire, ça l'abîme. .

Zeinab : Et pourtant, dans ce monde où tout semblait programmé d'avance – croissance sans fin, délocalisation inévitable, démocratie désincarnée – Trump a créé une faille. Il a donné aux électeurs le sentiment qu'ils pouvaient renverser la table. C'est ça, la vraie politique : introduire l'imprévu, casser le ronron, remettre l'humain au cœur du processus. Il a montré que le bulletin de vote pouvait encore renverser les certitudes.

Adnane : Oui, mais à quel prix ? À force de gouverner par clash, il a fracturé l'opinion, miné les contre-pouvoirs, et affaibli les institutions. C'est facile de "faire de la politique" quand on méprise les règles. C'est même séduisant. Mais ce n'est pas forcément sain. La vraie politique, ce n'est pas seulement d'imposer une volonté, c'est de bâtir un contrat social, de tisser du consensus. Or Trump ne crée pas du lien : il fabrique des ennemis.

Zeinab : Peut-être. Mais il a réveillé un instinct politique endormi. Il a obligé les démocraties à se regarder dans le miroir. À s'interroger sur leur dépendance à l'économie globalisée, sur leur perte d'autonomie stratégique. Et même ses adversaires, aujourd'hui, reprennent ses thèmes – relocalisation, souveraineté, maîtrise des flux migratoires. C'est bien la preuve que le politique peut encore orienter l'histoire.

Adnane : Ou alors, c'est la preuve que les slogans vides et les postures autoritaires sont contagieux. Ce que Trump a prouvé, ce n'est pas la résilience de la politique, mais sa vulnérabilité face à l'irrationnel. Il n'a pas sauvé la politique, il a accéléré sa mutation en série Netflix. Et dans cette série, les faits sont secondaires. Ce qui compte, c'est le choc, le clash, le buzz.

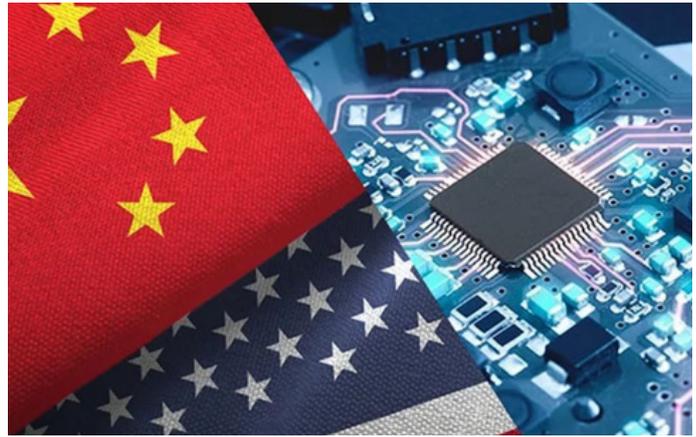
Donald Trump a-t-il réactivé la politique dans un monde qui la croyait morte ?

Oui, si l'on entend par là sa capacité à déranger l'ordre établi, à rappeler que la souveraineté nationale existe, et que les électeurs peuvent encore bouleverser le système. Non, si l'on considère que cette résurgence s'est faite au détriment des institutions, de la vérité et du vivre-ensemble.

Trump n'a pas ressuscité la politique. Il l'a ramenée sur scène, maquillée, hurlante, parfois grotesque. Mais vivante. Et peut-être est-ce déjà trop, ou déjà bien.

Semi-conducteurs et smartphones épargnés

les États-Unis ciblent la Chine, mais à géométrie variable



Alors que les tensions commerciales entre Washington et Pékin connaissent un nouveau regain d'intensité, l'annonce d'une nouvelle vague de droits de douane par l'administration américaine a fait l'effet d'un coup de tonnerre dans les milieux industriels. Pourtant, une catégorie d'appareils de haute technologie, cruciale pour l'économie mondiale, échappe à ces hausses tarifaires : les smartphones, les ordinateurs, ainsi que les composants électroniques comme les semi-conducteurs, les cellules solaires et les cartes mémoire.

Cette exclusion stratégique interroge. Pourquoi viser la Chine sans toucher à l'essentiel du quotidien numérique ? Que cache cette indulgence ciblée ?

Les États-Unis, tout en affichant une posture de fermeté à l'égard de la Chine, semblent calibrer leurs mesures de manière à éviter de se tirer une balle dans le pied. Taxer les smartphones ou les puces électroniques, c'est prendre le risque d'asphyxier Apple, Intel, Qualcomm et d'autres géants américains dont les chaînes de production dépendent en partie des composants chinois ou taïwanais.

C'est également mettre en péril l'ensemble de l'écosystème numérique américain, tant du côté de l'offre (industries high-tech) que de la demande (consommateurs).

Aujourd'hui, plus de 70 % des semi-conducteurs utilisés aux États-Unis sont produits ou assemblés en Asie, souvent avec des matériaux ou technologies américaines. Le monde numérique repose sur une chaîne de valeur mondialisée, où les rôles sont distribués : recherche et innovation aux États-Unis, production massive en Asie, notamment en Chine, en Corée du Sud et à Taïwan.

Taxer les semi-conducteurs ou les appareils électroniques revient à fragiliser cette architecture mondialisée, alors que les États-Unis cherchent justement à maintenir leur avance dans l'intelligence artificielle, les télécoms et l'automobile électrique.

L'exclusion des cellules photovoltaïques répond à une autre logique : ne pas freiner la transition énergétique. En effet, les États-Unis importent massivement des panneaux solaires chinois à bas coût pour répondre à leurs objectifs climatiques. Une taxe aurait ralenti l'adoption de l'énergie solaire, et accru le coût pour les ménages et les entreprises engagés dans la décarbonation.

Un signal aux marchés et aux alliés ?

En laissant ces produits hors du champ des hausses tarifaires, l'administration américaine envoie aussi un message rassurant aux marchés financiers et aux partenaires industriels. Elle montre qu'elle peut affirmer sa souveraineté économique tout en préservant l'innovation, la stabilité des prix et l'appareil productif.

Mais cette décision n'est pas exempte de contradictions : elle souligne à quel point la déconnexion technologique entre les deux premières puissances mondiales reste encore partielle, voire improbable à court terme.

Une guerre commerciale à géométrie variable

Cette stratégie démontre que la guerre économique menée par les États-Unis contre la Chine est plus ciblée que brutale. Elle vise à contenir l'expansion chinoise dans des secteurs stratégiques comme les batteries, les véhicules électriques ou l'intelligence artificielle, tout en ménageant les intérêts immédiats de l'économie américaine.

En épargnant les smartphones, les ordinateurs et les semi-conducteurs, Washington ne renonce pas à la confrontation — mais elle choisit ses batailles.



Donald Trump joue au Poker ou au Poker menteur !

Le 2 avril 2025, le président Donald Trump a proclamé un « jour de la libération » en annonçant des tarifs douaniers massifs sur les importations en provenance de nombreux pays. Ces mesures ont provoqué une onde de choc sur les marchés financiers mondiaux, entraînant une chute historique des indices boursiers et ravivant les craintes d'une récession mondiale.

Lors de cette annonce, le président Trump a imposé un tarif universel de 10 % sur toutes les importations, avec des taux beaucoup plus élevés pour certains pays : 34 % sur les importations chinoises, 46 % sur celles du Vietnam et 50 % sur celles du Lesotho. Selon lui, ces mesures visaient à protéger l'économie américaine et à réduire le déficit commercial. Il a qualifié cette initiative de « jour de la libération », affirmant qu'elle renforcerait l'industrie nationale et stimulerait la croissance économique.

Réactions immédiates des marchés financiers

Les marchés financiers ont réagi de manière extrêmement négative à ces annonces. Le Dow Jones Industrial Average a chuté de 1 679 points (4 %) le 3 avril, enregistrant sa pire performance depuis 2020. Le S&P 500 a perdu 4,84 %, tandis que le Nasdaq a plongé de près de 6 %. Au total, environ 3 100 milliards de dollars de valeur boursière ont été effacés en une seule journée.

Cette déroute boursière a été alimentée par les craintes que les tarifs douaniers n'entraînent une augmentation des coûts pour les entreprises américaines, une hausse des prix pour les consommateurs et une perturbation des chaînes d'approvisionnement mondiales. Les secteurs technologiques et manufacturiers, fortement dépendants des importations, ont été particulièrement touchés. Par exemple, les actions d'Apple ont chuté de plus de 9 %, tandis que celles de Nike ont reculé de plus de 14 %.

Réactions internationales et mesures de rétorsion

Les partenaires commerciaux des États-Unis n'ont pas tardé à réagir. La Chine a imposé des tarifs de 34 % sur les importations américaines en représailles aux mesures de Trump.

L'Union européenne et d'autres nations ont également exprimé leur intention de prendre des mesures de rétorsion, alimentant les craintes d'une guerre commerciale généralisée.

Le Fonds monétaire international (FMI) a exprimé son inquiétude, soulignant que ces mesures tarifaires constituaient un « risque important » pour l'économie mondiale. Kristalina Georgieva, directrice du FMI, a appelé les États-Unis et leurs partenaires commerciaux à travailler de manière constructive pour résoudre les tensions commerciales et réduire les incertitudes.

Débats politiques internes aux États-Unis

Aux États-Unis, les mesures de Trump ont suscité des débats intenses au sein du Congrès.

Bien que le Congrès ait le pouvoir de bloquer ces tarifs, les républicains se sont montrés réticents à défier ouvertement le président.

Certains membres du parti ont exprimé leur inquiétude quant aux conséquences économiques des tarifs, mais la plupart ont préféré se concentrer sur d'autres aspects de l'agenda présidentiel, tels que les réformes fiscales et les dépenses publiques.



Donald Trump joue au Poker ou au Poker menteur !

Perspectives économiques et craintes de récession

Les économistes sont de plus en plus préoccupés par le risque de récession aux États-Unis et au niveau mondial. Mark Zandi, de Moody's Analytics, prévoit une récession imminente avec un taux de chômage pouvant atteindre 7,5 % et une augmentation de l'inflation.

La Réserve fédérale partage ces préoccupations, craignant que les tarifs n'entraînent une hausse des prix et une baisse de la consommation.

JPMorgan a relevé la probabilité d'une récession aux États-Unis de 40 % à 60 %, soulignant que les tensions commerciales pourraient gravement affecter la croissance économique mondiale.

Les analystes estiment que si ces différends commerciaux ne sont pas résolus rapidement, ils pourraient avoir des conséquences durables sur la stabilité économique mondiale.

Les mesures tarifaires radicales du président Trump ont provoqué une onde de choc sur les marchés financiers mondiaux, ravivant les craintes d'une récession et mettant en péril l'ordre économique international.

Alors que les partenaires commerciaux des États-Unis ripostent et que les marchés restent volatils, l'avenir économique mondial demeure incertain.

Les prochaines semaines seront cruciales pour déterminer si ces tensions commerciales peuvent être apaisées ou si elles conduiront à une crise économique majeure.

INFO & ACTUALITÉS NATIONALES ET INTERNATIONALES
EN CONTINU 24H/7J

REPORTAGES, ÉMISSIONS, PODCASTS, CONFÉRENCES, CHRONIQUES VIDÉOS..

+150.000 TÉLÉSPECTATEURS PAR MOIS | +20 ÉMISSIONS | +1000 ÉPISODES

LIVE STREAMING

lastique : recette du shampoing solide maison: Écologique, économique et naturel, le shampoing solid

www.lodj.ma - www.lodj.info - pressplus.ma +212 666-863106 @lodjmaroc

REGARDEZ NOTRE CHAÎNE LIVE
ET RECEVEZ DES NOTIFICATIONS D'ALERTE INFOS



SCAN ME!

Et si nous ratons, encore une fois, la révolution du siècle ?

Pendant que la Chine programme ses élèves, le Maroc redémarre chaque année Réforme : et si l'IA était la vraie école pionnière ?

Maroc 2025 : pourquoi nos enfants n'apprendront jamais à parler la langue du futur ?

Alors que la Chine rend l'intelligence artificielle obligatoire dans toutes ses écoles dès la rentrée 2025, notre système éducatif, lui, continue de bricoler à l'ombre des grandes mutations du monde. Pendant que Pékin forme ses élèves à devenir des pionniers de la technologie mondiale, Rabat tergiverse encore sur l'avenir de la réforme Benmoussa, sans horizon clair, sans ambition numérique, et surtout, sans urgence.

Le Maroc, pays jeune par sa démographie, vieux par ses réflexes bureaucratiques, risque de passer à côté d'un tournant majeur.

L'IA n'est plus un gadget de Silicon Valley, c'est le nouveau langage du monde. Et ce langage, nos enfants ne l'apprennent ni à l'école primaire, ni au collège, ni même dans les fameuses "écoles pionnières", qui peinent encore à définir ce qu'elles veulent réellement incarner.

La Chine, elle, a tranché : Initiation et formation à l'IA, dès le plus jeune âge. Huit heures pour comprendre, coder, questionner. Huit heures pour désapprendre la passivité et entrer dans la logique de la création. Là-bas, l'intelligence artificielle est enseignée comme une matière scientifique ou une discipline à part entière. Ici, nous en parlons lors de conférences sur PowerPoint, devant des élèves qui, une fois sortis de la salle, retombent dans un système où l'innovation est souvent perçue comme une menace.

La Chine veut former des esprits indépendants technologiquement. Nous, nous dépendons encore de manuels traduits et de plateformes importées. À force de débattre sans trancher, d'annoncer sans implémenter, de réformer sans transformer, nous nous condamnons à un rôle secondaire dans le théâtre du XXI^e siècle.

Le plus grave ? Ce n'est pas seulement l'inaction. C'est l'illusion d'agir. Les écoles dites "pionnières" ? Trop souvent de simples vitrines. Une poignée d'établissements, certes plus modernes, mais sans véritable révolution pédagogique, ni stratégie nationale d'inclusion numérique. Pendant ce temps, les jeunes Marocains les plus brillants apprennent l'IA sur TikTok ou YouTube, seuls, souvent mal orientés, parfois mal informés. Et les autres ? Exclus du jeu, comme d'habitude.

Ce n'est pas une critique de confort. C'est un cri d'alarme. Si le Maroc veut peser demain, il doit agir aujourd'hui. Former nos enseignants à l'IA, créer un vrai curriculum national adapté à notre contexte, doter toutes les écoles – rurales et urbaines – des outils nécessaires. Et surtout : arrêter de confondre réformes cosmétiques et révolutions de fond.

L'IA ne remplacera pas le professeur. Mais le professeur qui ignore l'IA pourrait bientôt devenir obsolète.

Ne ratons pas cette occasion, encore une fois.

Peut-être qu'un jour, une étincelle jaillira dans un bureau ministériel, un vrai sursaut viendra d'un enseignant de terrain ou d'un élève curieux, et le Maroc prendra enfin le train du XXI^e siècle, non pas en dernière classe... mais en tête de locomotive. En attendant, je parle, j'écris, je persiste. Parce que le silence, lui, est toujours complice. Et parce qu'à force d'attendre les réformes promises, on finit par oublier à quoi ressemble une vraie révolution.

Adnane Benchakroun



**Rejoignez notre chaîne WhatsApp
pour ne rien rater de l'actualité !**



SCAN ME

@lodjmaroc      

Le “breadcrumbing” en entreprise : quand l’espoir devient une stratégie de gestion toxique

Dans le vocabulaire des relations amoureuses, le terme “breadcrumbing” désigne l’attitude d’une personne qui, sans jamais s’engager, entretient l’illusion d’un lien en envoyant des signes d’intérêt épisodiques – un message, un like, une attention furtive.

Appliqué au monde professionnel, ce concept prend une tournure bien plus perverse. Car quand c’est votre manager qui vous “breadcrumb”, les conséquences ne sont plus seulement affectives : elles peuvent miner la motivation, fragiliser la confiance en soi, voire bloquer l’évolution de carrière.

Dans un environnement professionnel, le “breadcrumbing” consiste à distiller de fausses promesses, souvent de manière floue : une éventuelle promotion “l’an prochain”, une mission stimulante “bientôt disponible”, un projet “encore confidentiel mais sur le point d’être lancé”, etc. À première vue, ces signaux peuvent être interprétés comme des marques d’intérêt ou de reconnaissance. Mais à force d’être repoussés dans le temps ou conditionnés à des critères flous, ils deviennent des miettes de motivation sans réel engagement de la part du manager.

Ce phénomène se distingue du simple retard administratif ou d’un aléa de gestion : le breadcrumbing s’inscrit dans une stratégie consciente ou inconsciente où le manager cherche à maintenir l’enthousiasme ou la loyauté du collaborateur... sans jamais concrétiser ce qui est promis.

Le danger de cette pratique réside dans la dynamique psychologique qu’elle instaure. Le salarié, suspendu à l’espoir d’une évolution, redouble d’efforts pour prouver sa valeur, pensant que la reconnaissance est imminente. Mais à mesure que les promesses s’éloignent ou se transforment, un doute s’installe : “Est-ce moi qui suis trop impatient ?”, “Faut-il attendre encore un peu ?”, “Suis-je manipulé ?”

À terme, cette incertitude constante génère frustration, démotivation, perte de confiance, voire épuisement. Elle peut également entraîner un profond sentiment d’injustice : voir d’autres collègues obtenir ce qui avait été évoqué pour soi peut provoquer un effondrement moral, souvent silencieux mais durable.

Il serait trop simple de réduire cette pratique à de la malveillance. Parfois, le breadcrumbing résulte d’une incompétence managériale : un manque de courage pour dire non, une volonté d’éviter le conflit ou un excès d’optimisme sur des décisions qui ne dépendent pas du manager lui-même. Dans d’autres cas, il s’agit clairement d’une stratégie pour retenir des talents sans avoir à s’engager contractuellement ni à mobiliser de réels moyens.

Il faut également considérer les environnements où la reconnaissance passe uniquement par des “promesses”, parce que les budgets sont gelés ou que les process RH sont figés. Le manager devient alors le messenger d’un système qui alimente des attentes irréalistes, parfois sans mauvaise intention.

Comment reconnaître que l’on est “breadcrumbé” ?

Quelques signaux peuvent alerter :

Les promesses sont vagues, sans calendrier ni engagement formel.

On vous parle souvent “d’opportunités à venir” sans jamais les voir se concrétiser.

Vos efforts supplémentaires sont salués... mais jamais récompensés.

Le discours managérial repose davantage sur la motivation future que sur des actes présents.

Que faire quand on est victime de breadcrumbing ?

Il est essentiel de rétablir un rapport de clarté. Demandez un entretien formel avec votre manager, posez des questions précises, demandez des délais, des critères, et, si possible, des engagements écrits. Restez factuel et courtois, mais montrez que vous n’êtes plus disposé à avancer à l’aveugle.

Si le flou persiste malgré vos démarches, il peut être temps d’évaluer d’autres pistes professionnelles. Car rester dans l’espoir peut devenir une impasse, surtout si elle est alimentée artificiellement par des promesses creuses.

Le breadcrumbing en entreprise est une forme moderne de management toxique, subtile mais destructrice. Derrière les sourires et les “bientôt”, il s’agit souvent d’une manière d’éviter de traiter les vrais sujets : reconnaissance, valorisation, progression. Pour en sortir, il faut retrouver le pouvoir de poser des questions claires et de faire des choix conscients. Car une carrière ne peut se construire sur des miettes.

Le scandale autour des airbags Takata continue à troubler le secteur automobile.

Toyota et Mercedes rappellent des milliers de véhicules en raison d'airbags défectueux

À la suite de nombreux rappels effectués par différents fabricants, Toyota et Mercedes sont maintenant également amenés à rappeler des milliers de véhicules en raison de défauts liés aux airbags.

Parmi les modèles concernés, on trouve notamment la Toyota Yaris et la Mercedes Classe-A, toutes deux dotées d'airbags Takata, dont les dysfonctionnements pourraient avoir des conséquences graves en cas de collision.

Les voitures touchées par ce problème ont été fabriquées principalement entre 1998 et 2019, période durant laquelle Takata était fournisseur d'airbags pour de nombreuses marques, impactant ainsi une trentaine de fabricants en France.

Lorsque les airbags sont défectueux, ils peuvent engendrer des blessures sérieuses. Au lieu de se déployer en coussins de protection lors d'un accident, des fragments métalliques peuvent être propulsés vers le conducteur et les passagers, augmentant notablement le risque de blessures graves, voire fatales.

Les rappels de ces automobiles visent à remplacer les airbags défectueux afin d'assurer la sécurité des occupants, mettant une nouvelle fois en lumière les enjeux liés à la sécurité automobile.



Airbags défectueux : Toyota et Mercedes doivent rassurer les automobilistes marocains

Face à l'ampleur des rappels mondiaux liés aux airbags Takata, Toyota et Mercedes sont désormais directement concernées au Maroc. Plusieurs modèles, dont la Toyota Yaris et la Mercedes Classe-A, vendus localement entre 1998 et 2019, pourraient être équipés de ces airbags potentiellement dangereux.

Ces dispositifs, censés protéger en cas de collision, peuvent au contraire provoquer des blessures graves. Lors de leur activation, certains airbags Takata présentent un risque de projection de fragments métalliques, transformant un outil de sécurité en menace mortelle.

Dans ce contexte, les deux constructeurs doivent impérativement lancer une campagne d'information claire, accessible et rassurante à destination des automobilistes marocains. Il en va non seulement de la sécurité des usagers, mais aussi de la confiance envers leurs marques.

Une plateforme de vérification en ligne, un numéro vert dédié et une prise en charge rapide des remplacements sont autant de mesures attendues. Car derrière ce défaut technique, c'est la crédibilité même des géants de l'automobile qui est en jeu.

La sécurité ne connaît pas de frontières, et les rappels doivent inclure tous les pays, y compris le Maroc.



www.pressplus.ma



LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA

100%
FREE



Pressplus est le kiosque 100% digital et augmenté de **L'ODJ Média** du groupe de presse **Arrissala SA** qui vous permet de lire une centaine de nos **magazines, hebdomadaires et quotidiens** gratuitement.

Que vous utilisiez votre téléphone mobile, votre tablette ou même votre PC, **Pressplus** vous apporte le kiosque directement chez vous



SCAN ME